

■ ■ ■ ACTIVITE DANS L'INDUSTRIE

En juin, le climat des affaires dans l'industrie s'est légèrement amélioré : l'indicateur du climat correspondant augmente de 3 points après avoir baissé de 2 points en mai. Il demeure supérieur à sa moyenne de longue période.

Au cours des mois précédents, l'activité s'est accélérée. Cependant, le chiffre d'affaires réalisé en avril dans le secteur a été quasiment stable (+0,2 % après -0,6 % en mars). Ainsi, la production industrielle a été stable en avril (+0,2 % après -1,1 % en mars). Par ailleurs, les stocks sont toujours jugés légers, même s'ils ont eu tendance à se regarnir légèrement.

Pour les mois à venir, les perspectives de production des chefs d'entreprise de ce secteur se dégradent de nouveau : l'indicateur correspondant perd 2 points après la chute de 6 points en mai.

Indicateur du climat des affaires ↗ <i>Derniers chiffres INSEE - 22/06/2011</i>	Chiffre d'affaires → <i>Derniers chiffres INSEE - 01/07/2011</i>
--	---

■ ■ ■ ACTIVITE DANS LE BATIMENT

Les chefs d'entreprise du bâtiment estiment que la conjoncture s'est stabilisée en juin : l'indicateur du climat des affaires se maintient au même niveau qu'en mai et avril, c'est-à-dire 2 points au-dessus de sa moyenne de longue période. Il reste, cependant, nettement inférieur à son niveau d'avant crise.

L'activité au cours de ces derniers mois a très légèrement progressé d'après les chefs d'entreprise. Toutefois, le chiffre d'affaires réalisé en avril par les entreprises du secteur de la construction a été stable (+0,5 % après +1,4 % en mars). En outre, les carnets de commandes sont toujours jugés comme étant peu garnis en mai. Ainsi, les capacités de production demeurent sous-utilisées (87,1 % en juin contre 89,3 % en moyenne).

Selon les chefs d'entreprise, l'activité s'améliorerait dans les prochains mois.

Enquête mensuelle dans le bâtiment → <i>Derniers chiffres INSEE - 22/06/2011</i>	Chiffre d'affaires → <i>Derniers chiffres INSEE - 01/07/2011</i>
---	---

■ ■ ■ ACTIVITE DANS LE COMMERCE

En juin, les commerçants considèrent que la conjoncture s'est altérée depuis le mois de mai : l'indicateur correspondant diminue d'un point, mais demeure légèrement supérieur à sa moyenne de longue période.

Au cours de ces derniers mois, l'activité s'est dégradée. En avril, le chiffre d'affaires s'est nettement replié dans le commerce d'automobiles et motos (-4,6 % après +4 % en mars) et a été stable dans le commerce de gros hors automobiles et motos. En revanche, il s'est légèrement accru dans le commerce de détail hors automobiles et motos (+0,5 % après -0,5 % en mars).

Pour les mois à venir, les commerçants estiment que l'activité se réduirait fortement. Ainsi, puisque le niveau des stocks est stable et conforme à sa moyenne de long terme, les commerçants envisagent de freiner leurs commandes auprès de leurs fournisseurs.

Enquête mensuelle dans le commerce ⇩ <i>Derniers chiffres INSEE - 22/06/2011</i>	Chiffre d'affaires → <i>Derniers chiffres INSEE - 01/07/2011</i>
---	---

■ ■ ■ ACTIVITE DANS LES SERVICES

La conjoncture dans les services a été stable en juin : le niveau de l'indicateur correspondant est identique à celui de mai et s'établit à un niveau supérieur à sa moyenne de long terme.

L'activité au cours de ces derniers mois, a été perçue en légère progression par les entrepreneurs. En avril, le chiffre d'affaires a diminué dans les services aux ménages (-1,1 % après -0,1 % en mars) alors qu'il a très légèrement progressé dans le secteur du soutien aux entreprises (+1,2 % après -1,5 % en mars).

Pour les mois à venir, l'activité serait nettement moins favorable et la demande adressée ralentirait.

Enquête mensuelle dans les services → <i>Derniers chiffres INSEE - 22/06/2011</i>	Chiffre d'affaires → <i>Derniers chiffres INSEE - 01/07/2011</i>
--	---

■ ■ ■ ANALYSE DE LA CGPME

Au cours du 1^{er} trimestre, le PIB s'est accru de 0,9 % après +0,3 % au 4^{ème} trimestre 2010 : il s'agit de la plus forte hausse du PIB depuis le 2^{ème} trimestre 2006. Cette performance tient, notamment, au rebond de la production manufacturière (+ 3,1 % après +0,5 % au 4^{ème} trimestre) et aux variations de stocks des entreprises qui contribuent pour +0,7 point (après -0,3 point) à la croissance du 1^{er} trimestre.

Ainsi, le Gouvernement maintient ses prévisions de croissance, à savoir +2 % en 2011 et +2,25 % en 2012. Toutefois, la Commission européenne est moins optimiste. Dans le cadre du Semestre européen, l'Institution européenne estime que la croissance du PIB en France s'élèverait à +1,8 % en 2011 et +2 % en 2012.

Au 30 avril 2011, le déficit budgétaire s'établit à 61,4 milliards d'euros soit une dégradation du solde de 9,2 % par rapport à la même date en 2010. Il faut noter que le solde général d'exécution est encore marqué par des événements exceptionnels, notamment par la hausse de 14,6 milliards d'euros du déficit des comptes spéciaux (avances et opérations financières) liée principalement aux décaissements du prêt octroyé à la Grèce opérés en janvier et en mars 2011.

Par ailleurs, les dépenses atteignent 128,2 milliards d'euros contre 130,6 milliards d'euros au 30 avril 2010, soit une baisse de 1,8 % sur un an. Cette baisse s'explique surtout par les effets transitoires en 2010 de la réforme de la taxe professionnelle portant sur les versements au profit des collectivités territoriales (10,6 milliards d'euros en avril 2010 contre 1 milliard d'euros en avril 2011). Toutefois, elle est atténuée par la hausse de la charge de la dette (+2,4 milliards d'euros).

Concernant les recettes, celles-ci augmentent de 8,6 % sur un an et s'établissent à 88,6 milliards d'euros. Les recettes fiscales tirent cette progression : elles sont en hausse de 12,2 % sur un an, principalement du fait de la hausse de l'impôt sur les sociétés (+69 %).

La dette publique s'établit à 1 646,1 milliards d'euros à la fin du premier trimestre 2011, soit une progression de 54,9 milliards d'euros par rapport au trimestre précédent. Ainsi elle s'élève à 84,5 % du PIB, en augmentation de 2,2 points par rapport au trimestre précédent.

En avril, le déficit commercial se creuse de 21 % et s'élève à 7,144 milliards d'euros, niveau jamais atteint depuis janvier 2002. Après l'embellie du mois de mars, les exportations se replient de 2 % du fait du recul des exportations industrielles (-1,5 % en avril). Parallèlement, les importations se sont fortement accrues (+1,4 % en avril après -0,2 % en mars) en particulier, du fait des achats de produits pétroliers ainsi que de deux Boeing.

En mai, l'indice des prix à la consommation est en hausse de 0,1 % (après + 0,3 % en avril) : la hausse saisonnière des prix des produits alimentaires (+1 %) est compensée par la baisse des prix de l'énergie (-1,3 %). Sur un an, il s'accroît de 2 %.

Pour la première fois depuis juin 2010, le prix du baril de pétrole a baissé en mai (-6,9 % par rapport au mois d'avril après +7,9 % en mars). Toutefois, il demeure élevé : il atteint 115,1 dollars le baril soit une hausse de 52 % au cours des 12 derniers mois. De même, les prix des matières industrielles ont reculé de 4,5 % en mai après une légère hausse de 0,9 % en avril.

Au niveau européen, le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 2,7 %. Si un tel taux se pérennise, de nouvelles mesures de hausse des taux directeurs de la part de la Banque Centrale Européenne pourraient être mises en place afin de contenir l'inflation dans la zone euro.

Ménages

En juin, le moral des ménages est relativement stable : l'indicateur correspondant est identique à son niveau de mai et se situe 16 points sous sa moyenne de longue période.

Le chômage s'est accru fin mai : 4,079 millions de personnes se sont inscrites au Pôle emploi en catégorie A, B, C, soit une hausse de 1 % par rapport à fin avril. Il s'agit de la plus forte progression depuis octobre 2009. Le taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) diminue très marginalement : au 1^{er} trimestre 2011, 9,2 % de la population active française était au chômage, contre 9,3 % fin 2010. Ainsi, le chômage concerne 2,618 millions de personnes.

La persistance du chômage à un niveau élevé, le ralentissement du pouvoir d'achat (+0,2 % au 1^{er} trimestre après +0,4 % fin 2010) ainsi que les anticipations d'inflation conduisent les ménages à être plus prudents en matière de consommation. En effet, leurs dépenses de consommation ont fortement baissé (-0,8 % en mai après -1,8 % en avril et -0,7 % en mars) tirées par la chute des achats d'automobiles d'avril (-10,2 % en avril après -2,1 % en mars) ainsi que par le recul des achats en textiles et cuir en mai (-4,4 % en mai après +1,6 % en avril).

Par ailleurs, de moins en moins de ménages estiment être en mesure de faire des achats importants. En outre, l'épargne des ménages s'étofferait légèrement : le taux d'épargne atteindrait 16,2 % au 2^{ème} trimestre après 15,8 % au 1^{er} trimestre.

Entreprises

En juin, le climat des affaires est stable : il semble que l'amélioration conjoncturelle de ces derniers mois s'atténue dans tous les secteurs. D'après le dernier baromètre KPMG-CGPME, 2/3 des dirigeants de PME sont inquiets face à la situation économique. En effet, de plus en plus de chefs d'entreprise (69 % en juin après 65 % en mars) indiquent que la hausse des prix fournisseurs, liée à l'envolée des cours des matières premières, représentent la principale difficulté rencontrée dans leur activité.

Par ailleurs, en mai, le nombre de défaillances cumulées sur 12 mois est quasiment stable, s'établissant à 60 191 unités légales contre 60 630 le mois précédent.

En avril, 23 759 entreprises se sont créées (hors auto-entrepreneurs) soit une hausse de 29 % en un mois. De même, on constate une augmentation en y ajoutant les auto-entrepreneurs (+15,1 % en mai).

Les difficultés des entreprises à accéder au financement persistent : 74 % des dirigeants de PME (après 70 % en mars) ont été confrontés à au moins un obstacle dans leur accès au financement. Selon 48 % d'entre eux (après 45 % en mars), les banques acceptent d'accorder un prêt avec des frais plus élevés ou à des montants plus faibles que souhaités. De même 32 % des chefs d'entreprises (en hausse de 39 % depuis mars) indiquent que leur établissement bancaire a réduit leur ligne de crédit.

En tout état de cause, les encours de crédit aux sociétés non financières s'élèvent à 797,8 milliards d'euros, soit une légère baisse de 0,05 % (après une hausse de 2 % en mai et de 1% en mars). Les encours de crédit de trésorerie se sont accrus de 0,29 % après le rebond de 6 % constaté en avril. Les encours de crédit destinés à l'investissement progressent très légèrement en mai (+0,57 % après la baisse de 0,6 % en avril).

■ ■ ■ CONCLUSION

Quel bilan économique peut-on tirer des six premiers mois de l'année 2011 ? Pour l'essentiel, on peut constater l'émergence de signes encourageants qui masquent, cependant, de nombreux risques sous-jacents.

La croissance du premier trimestre reflète la transition entre la période « plan de relance » et celle de la « croissance autonome ». Ainsi, s'il faut se réjouir de cette performance, il ne faut, toutefois, pas omettre que c'est la reconstitution des stocks par les entreprises qui en est à l'origine.

Or, dans un contexte de forte inflation, mêlé à des carnets de commandes peu garnis, la reconstitution des stocks peut s'interpréter comme un comportement de prudence de la part des entrepreneurs. En effet, un dirigeant d'entreprise, supposant que les prix des matières premières et donc de ses fournisseurs continueront de s'accroître, peut reconstituer ses stocks afin de limiter ses coûts de production et ce, d'autant plus que ses marges demeurent fortement réduites. En outre, le regain de confiance des industriels, observé en début d'année, semble s'atténuer à mesure que les commandes d'automobiles passées en fin d'années sont satisfaites.

Il est un fait que le chômage demeure très élevé et que les embellies sur le front de l'emploi concernent principalement le travail précaire. Dans ce cadre, les dépenses des consommateurs n'étant plus subventionnées, la baisse du pouvoir d'achat des ménages pèse de plus en plus sur leurs arbitrages entre les différents postes de consommation, ainsi qu'entre consommation et épargne.

Enfin, l'inflation est alimentée par les événements géopolitiques survenant en Afrique du nord, ainsi que par les catastrophes au Japon.

Par conséquent, il serait certainement de bon augure de suivre la recommandation de la Commission européenne stipulant qu'il est primordial de favoriser le développement des PME en levant les freins qui les empêchent de grandir à savoir, le niveau élevé des prélèvements obligatoires sur les revenus du travail ainsi que par un système fiscal relativement complexe. Il s'agit là d'une clef incontournable au rétablissement d'une croissance pérenne et riche en emplois.